

Mesdames et messieurs les membres du CSA-D,

4000 suppressions de postes au total dont 1891 pour le 1^{er} degré et donc 13 suppressions de postes pour les P.O. C'est le choix politique qui nous mène à ce CSA-D au cours duquel nous examinerons les situations des écoles : 27 fermetures et 9 ouvertures. Depuis 2017, nous avons entendu parler de « priorité à l'École », de « priorité au primaire » dans les médias, de la part des gouvernements successifs : cette priorité, cette pseudo-préoccupation n'existe tout simplement pas et n'a jamais réellement existé, les exemples qui le démontrent sont légion : les suppressions de postes (nous y sommes aujourd'hui!), la politique salariale au point mort, une inclusion scolaire sans moyens, les places manquantes pour affecter chaque élève là où il doit être, notamment en ESMS, le repli sur l'enseignement des fondamentaux, le refus de réviser la carte scolaire de l'Éducation prioritaire, le refus de créer un statut pour nos collègues AESH, le refus de recréer les postes de RASED nécessaires, la multiplication des postes « ressources ou référents » au détriment des postes à intervention directe auprès des élèves, les enveloppes budgétaires vides pour les déplacements de nos collègues, la formation initiale quasi inexistante et une formation continue axée uniquement sur les fondamentaux et qui se déroule bien trop souvent devant un écran d'ordinateur, les projets ministériels non financés, ...

Pour illustrer cette pseudo-priorité à l'École, le ministre Geffray affirmait donc le 26 janvier sur France Info : *"si on avait suivi la démographie, il aurait fallu supprimer 8 000 ou 9 000 postes cette année"*. On devrait presque le remercier. D'ailleurs, on pourrait en supprimer 10000 ou 20000, ou davantage, pourquoi pas ? Tout est dit sur la vision de l'École publique dans cette déclaration : c'est le tableau Excel, ce sont les statistiques qui priment puisqu'elles seraient incontestables. C'est presque comme les évaluations nationales, on ne peut pas les remettre en question sur le fond puisque ce serait la Vérité, le chemin tout tracé vers de soit disant « bonnes pratiques ».

Baisse démographique il y a, donc suppressions des moyens il doit y avoir.

La Vérité, nous en avons une autre à la FSU, une vérité documentée : la France est le pays d'Europe avec la moyenne d'élèves par classe la plus élevée, les enseignants français sont rémunérés en dessous de la moyenne des salaires dans les pays de l'OCDE, les AESH subissent un emploi à temps partiel subi avec un salaire indécent, des élèves par milliers ne peuvent pas être orientés vers les établissements et dispositifs

pour lesquels une notification est donnée, des collègues se déplacent sur leurs propres deniers à l'heure où les prix des carburants s'envolent, les démissions explosent, les situations de souffrance au travail n'ont jamais été aussi nombreuses, celles d'enfants qui explosent le cadre également. Pendant ce temps, des temps partiels, des disponibilités, des allègements sont refusés, la médecine du travail est à l'agonie...

La baisse démographique aurait dû être l'occasion, comme nous le revendiquons à la FSU, d'investir dans l'École en améliorant les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves. Cela aurait été le signe d'une véritable priorité. Dont acte.

Pour préparer ce CSA, les élu.es des personnels que nous sommes n'ont pas eu les informations suffisantes : les documents donnés ne nous permettent pas de préparer cette instance correctement. Les années précédentes, nous avons pu avoir le nombre de classes, la différenciation bilingue/monolingue, les effectifs dédoublés séparés. Ce n'est pas le cas pour certaines écoles malgré notre demande par mail. Des collègues des écoles concernées par des mesures de carte, essentiellement lors de propositions de fermetures, n'ont pas été contacté par certains IEN, les directrices et directeurs n'ont donc pas fait automatiquement remonter les effectifs actualisés puisqu'aucune menace de fermeture ne se profilait. D'autres ont été appelés jeudi ou vendredi dernier dans l'urgence. Des effectifs présentés dans ces tableaux ne correspondent pas à la réalité des écoles et des mesures pourraient être prises en total décalage avec la réalité du terrain. Nous nous demandons, et vous demandons, de quand date ces prévisions d'effectifs ? Où sont les mises à jour des chiffres que vous avez demandé aux écoles depuis novembre, il y a cinq mois ? A la FSU-SNUipp, nous avons des chiffres d'effectifs actualisés que les équipes ou les communes nous ont transmis jusqu'à hier et qui concernent 206 écoles. Nous interviendrons donc pour l'immense majorité des situations. De plus, certaines mairies n'ont pas été contactées quand d'autres ont été prévenues d'une mesure qui ne figure pas dans votre projet. Nous espérons donc que le projet que vous avez envoyé aux élu.es des personnels est exhaustif et que nous n'aurons pas de surprise lors de cette instance. Cela contribuerait à nier le rôle et le travail des élu.es que nous sommes et ne serait pas acceptable pour nous.

Sur les mesures proposées, nous réitérons notre opposition à la mise en place des PAS, d'autant plus dans ce contexte de suppression de postes. Le discours sur les PAS rappelle celui sur les PIAL d'il y a quelques années, présentés comme la solution miracle et qui aujourd'hui sont dépassés. Les PAS pourraient bien subir le même sort dans quelques années. Les

mesures qui tendent à déspecialiser les postes de TMB, ASH et Catalan, n'apporteront pas d'amélioration du service. Comment expliquer la suppression d'un poste, le seul dans le département, d'enseignant itinérant chargé d'intervenir auprès des élèves en situation de handicap moteur ? Qui va être en charge de cette mission auprès des élèves ?

A l'issue des municipales, l'Ecole va certainement subir les attaques de quelques nouvelles majorités, notamment d'extrême droite. Certaines équipes subissent déjà l'inaction ou la confrontation, comme à Pia. Comme évoqué dans les questions que nous vous avons envoyées, nos collègues comptent sur la protection de l'institution face à certains élu.es qui déjà, annoncent retirer le drapeau européen des écoles ou encore indiquent que des adjoint.es et conseiller.es municipaux vont intervenir dans les classes pour « faire du civisme ». Des rappels de votre part, sur le respect de la réglementation, mais aussi sur le respect du professionnalisme des personnels, vont être nécessaires. La FSU et la FSU-SNUipp vous solliciteront chaque fois que ce sera le cas.

Le mouvement départemental va rapidement arriver suite aux opérations de carte scolaire : nous dénonçons encore une fois les dates du mouvement pendant les vacances. Nous vous alertons sur la parution et donc sur la possibilité de candidater à des postes de coordonnateur PAS alors que ces postes n'existent pas à ce jour, et pour cause, le CSA et le CDEN ne se sont pas déroulés. Ceci n'est pas acceptable, d'ailleurs la date limite pour postuler, fixée au 12 avril, est positionnée avant le CDEN. Comment est-ce possible ?

Enfin, les résultats du mouvement risquent de déborder sur les vacances d'été, quelle assurance peut-on avoir pour que ce ne soit pas le cas ?

Pour conclure, avant de commencer nos échanges, nous souhaiterions savoir où nous en sommes des écoles qui ont un moyen provisoire ? 7 selon nous. Une seule de ces écoles a une proposition d'ouverture et devrait conserver ce poste ! Les 6 autres ont-elles donc de fait une fermeture puisque ce poste provisoire n'est pas confirmé ?